

peuplement



en province. Au contraire, on encourageait les gens à la quitter pour les villes où tout le monde avait du travail. »

La situation est à tel point alarmante qu'un mouvement – le premier de ce type en Europe – a vu le jour dans le but de représenter les villes et villages dépeuplés. C'est en septembre 2021, à Cuenca justement, qu'a été créée cette

On encourageait les gens à quitter la province pour les villes, où tout le monde avait du travail

Faustino Calderón
Auteur d'un blog sur les villes désertifiées

”

force politique dépourvue de dirigeants, dénommée España Vacía. Elle rassemble environ 150 collectifs de tout le pays, dont certains portent des noms évocateurs : Soria ya ! (Soria tout de suite !), Jaén merece más (Jaén mérite mieux) ou encore León rugie (León rugit).

España Vacía se concentre aujourd'hui sur un projet de participation commune aux élections européennes qui auront lieu en juin.

Pour que les députés espagnols tiennent aussi compte de la réalité des zones dépeuplées et des défis auxquels elles sont confrontées. « Nous voulons que les institutions européennes prennent conscience des besoins des habitants des zones rurales espagnoles, et qu'elles encouragent la mise en place de politiques visant à contrer le phénomène de dépopulation », peut-on lire dans le texte de présentation du mouvement.

España Vacía veut représenter et soutenir les citoyens des zones faiblement peuplées ainsi que ceux qui s'identifient aux communautés des petites villes et des campagnes. Car ces dernières décennies, le développement a laissé de côté ces régions exclues de l'industrialisation et de la numérisation. Madrid a investi dans des autoroutes et des trains à grande vitesse en oubliant les communes les plus isolées. « En juin, lors des élections européennes, ces Espagnols sauront pour qui voter : quel qu'un portera le projet d'une vraie alternative pour leurs territoires », soulignent les représentants du parti.

pas attendre les élections

cie du soutien de Redeia, Ikea et Almannatura.

Quant à la petite ville de Griegos, située dans la Sierra de Albarracín (province de Teruel, région d'Aragon), qui compte 130 habitants, elle propose une aide à la recherche d'emplois, trois mois de logement gratuit et 50 euros par mois par enfant en âge d'être scolarisé jusqu'à ses 18 ans. De plus, le loyer mensuel pour les résidents permanents est de seulement 225 euros.

Il existe du reste de nombreuses initiatives de ce type. Libros est une petite ville de la province de Teruel dans laquelle il ne reste plus qu'une centaine d'habitants. Pour lutter contre son dépeuplement, elle a décidé de vivre en accord avec son nom : au milieu des livres. Libros veut créer une grande bibliothèque et un hôtel pour les passionnés de lecture.

Quant à la commune d'Urtillas, également située en Aragon, qui compte 3.238 habitants, toute personne qui y attend un enfant reçoit un chèque de 1.400 euros ainsi qu'un kilo de pain et de fromage local...

On estime que moins de 700.000 des 47,3 millions d'habitants du pays vivent dans des villes et villages désertés. Après l'Estonie, la Finlande et la Lettonie, l'Espagne est le quatrième pays européen comptant le plus de communes menacées de dépeuplement : 3.400, soit environ 42,2 %.

Nous avons profité de cette possibilité de nous installer avec notre famille dans un endroit calme et confortable. C'était la chance d'une nouvelle vie

Mónica Ovalle
Une bénéficiaire du programme catalan Oportunitat500

”

Ce scénario cauchemardesque qui inquiète l'Union européenne



Le risque de piratage informatique auquel sont exposées les banques européennes augmente. Si une telle chose devait se produire, les conséquences seraient fatales. Un vrai stress test attend désormais les banques.

DIE WELT

DÉCODAGE

BENEDIKT FUEST

Le début de l'année est propice aux grands projets. Au cours de la deuxième semaine de janvier, la Banque centrale européenne (BCE) a donc envoyé un catalogue de 478 questions à une bonne centaine d'établissements financiers relevant de sa compétence. Le but de la procédure ? L'autorité de surveillance financière souhaite déterminer quelles pourraient être les conséquences du piratage informatique de l'une des grandes banques et sociétés de services informatiques du secteur.

Que se passerait-il si une telle attaque devait avoir lieu ? Les banques pourraient-elles encore verser, transférer ou débiter de l'argent ? En combien de temps seraient-elles en mesure de redémarrer ou de remplacer les systèmes concernés ? Ce que la BCE a testé là pourrait rapidement plonger le secteur financier et donc l'ensemble de l'économie dans un cauchemar éveillé. « Le risque de cyberattaques augmente, la dépendance vis-à-vis de certains grands fournisseurs de services informatiques s'accroît », a averti Mark Branson, responsable de l'autorité allemande de surveillance financière, la BaFin, dans le dernier rapport sur les risques de son autorité.

L'établissement qui échouera à ce stress test sera obligé de modifier ses procédures

Peter Hertlein
Société d'audit KPMG

”

Si les systèmes d'une grande banque devaient se retrouver paralysés à la suite d'une cyberattaque, la situation virerait rapidement au chaos. Les entreprises ne pourraient plus payer ni salaires ni factures. Les propriétaires ne recevraient plus leur loyer. Les flux de paiement internationaux seraient paralysés. Dans le pire des scénarios, comme le craignent les superviseurs, les dominos du système tomberaient les uns après les autres. Il est donc important d'être préparé à cette situation.

Dans son rapport, la BaFin décrit les conséquences graves que peut avoir la défaillance d'un seul prestataire de services en s'appuyant sur une affaire ré-

cente : aux Etats-Unis, ICBC Financial Services, une filiale américaine de la banque chinoise ICBC, a été victime d'une tentative d'extorsion du groupe de pirates Lockbit début novembre. La banque est petite, mais l'attaque a eu d'importantes répercussions. Comme la banque servait de chambre de compensation pour le négoce de bons du Trésor américain, celui-ci a été partiellement interrompu. Temporairement seulement. Mais d'autres banques n'étaient plus en mesure de suivre le nombre de titres qu'elles détenaient, ni l'ampleur des risques dans leurs propres livres, ce qui représente un énorme problème dans le commerce de titres.

Il ne s'agit pas d'une simple comédie de la conformité, les enjeux sont relativement élevés

Dominik Bredel
Kyndryl, prestataire de services informatiques pour les banques allemandes

”

Si un tel désastre devait toucher le système bancaire central, ce serait la catastrophe : si les banques ne connaissent plus leurs positions à risque, cela met rapidement en péril leur existence, car plus personne ne peut évaluer la solvabilité de l'établissement. Avec ce stress test, la BCE souhaite déterminer quelles sont les dépendances du système bancaire européen, explique Dominik Bredel, de Kyndryl, l'un des plus grands prestataires de services informatiques pour les banques allemandes : « Il ne s'agit pas d'une véritable attaque technique, mais d'un scénario fictif : que se passerait-il si un pirate modifiait ou supprimait des données dans le système bancaire central ou chez un prestataire de services ? »

La BCE souhaite savoir précisément à quelle fréquence les banques vérifient l'intégrité de leurs données dans leurs systèmes et quelles sont les dépendances entre les serveurs de la banque et ceux de ses différents prestataires de services. Les superviseurs cherchent notamment à déterminer quels prestataires de services pourraient être d'importance systémique, notamment parce qu'ils travaillent pour plusieurs grandes banques transfrontalières sur le territoire de la BCE – Kyndryl, par exemple, entre dans cette catégorie. Un prestataire de services central qui connaît une défaillance, c'est comme un nœud de communication sur lequel un embouteillage provoque une paralysie. Et si cela dure longtemps, des heures, des jours, voire des semaines, alors le chaos est total.

En mars, 28 établissements recevront la visite de la BCE

Les banques ont jusqu'à la fin du mois de février pour répondre aux questions des autorités de surveillance et elles ont déjà dû fournir un premier bilan intermédiaire fin janvier. Selon une partie prenante, lors de l'examen des réponses, les superviseurs veillent à ce que les prestataires de services et les banques fournissent des réponses concordantes.

Si une partie affirme pouvoir restaurer les données en 24 heures, mais que l'autre partie fait mention de temps de réaction nettement plus longs pour le système de sauvegarde, alors il y a un problème. « Il ne s'agit pas d'une simple comédie de la conformité, les

enjeux sont relativement élevés », assure Dominik Bredel, qui s'occupe de plusieurs banques.

Parallèlement, 28 établissements de l'Union européenne sont soumis à un stress test en conditions réelles. En mars, ils recevront la visite de la BCE pendant une semaine. C'est là que tout se joue car ils doivent montrer qu'ils sont capables de sortir une sauvegarde de leurs données d'un sommeil profond et la faire fonctionner sur un système de test.

« D'après le scénario fictif, mais réaliste de la BCE, le système bancaire central n'est plus disponible et des pirates informatiques ont crypté les données », explique Peter Hertlein, de la société d'audit KPMG. « On vérifie alors plusieurs choses : combien de temps s'écoule avant que la banque ne s'aperçoive du problème, en combien de temps la sauvegarde est-elle disponible, à partir de quand les différents départements de la banque peuvent-ils à nouveau remplir leurs fonctions principales ? »

Hertlein s'occupe de plusieurs des banques testées : « C'est un véritable stress pour ces établissements. Et celui qui échoue à ce test sera obligé de modifier ses procédures. » Le test, qui est réalisé pour la première fois de manière aussi complète, permet également aux superviseurs de recueillir certaines informations : quels sont les processus les plus vulnérables, combien de temps faut-il aux banques pour reprendre leurs activités après une attaque ?

Planifier, budgétiser, faire valider, implémenter et mettre en service de telles solutions en l'espace d'un an, c'est pour le moins très sportif

Markus Koerner
Directeur de Kyndryl

”

Les résultats du test servent également de référence pour le règlement Dora (Digital Operational Resilience Act) de l'UE. Avec ce règlement, à partir de 2025, l'UE entend imposer aux prestataires de services financiers des directives strictes concernant la protection de leurs systèmes contre les attaques. Le règlement devrait ainsi représenter un énorme défi pour tous les établissements dont l'informatique repose encore sur un mélange d'anciens et de nouveaux systèmes – exploités par différents prestataires de services, dans le pire des cas.

« Les technologies de sauvegarde modernes et les plans de restauration automatisés ne sont pas encore la norme partout », déclare Markus Koerner, directeur de Kyndryl Allemagne. Les entreprises qui n'ont pas encore commencé à mettre en place des mesures concrètes n'ont plus de temps à perdre : « Planifier, budgétiser, faire valider, implémenter et mettre en service de telles solutions en l'espace d'un an, c'est pour le moins très sportif. »